

LE BAROMÈTRE MENSUEL DE L'INCLUSION FINANCIÈRE

Numéro 14 – juin 2022



La baisse des dépôts de dossiers de surendettement constatée depuis le début de l'année se poursuit (-10 % sur les 5 premiers mois de l'année par rapport à la même période de 2021, soit un rythme un peu moindre que précédemment). Le nombre de procédures de droit au compte tend quant à lui à se stabiliser.

Les nouvelles déclarations d'incidents réalisées par les établissements de crédit auprès de la Banque de France au titre des crédits aux particuliers sont en légère hausse et retrouvent en mai un niveau comparable à celui enregistré en mai 2019. Le nombre de nouveaux incidents sur chèque augmente également, mais dans une moindre proportion.

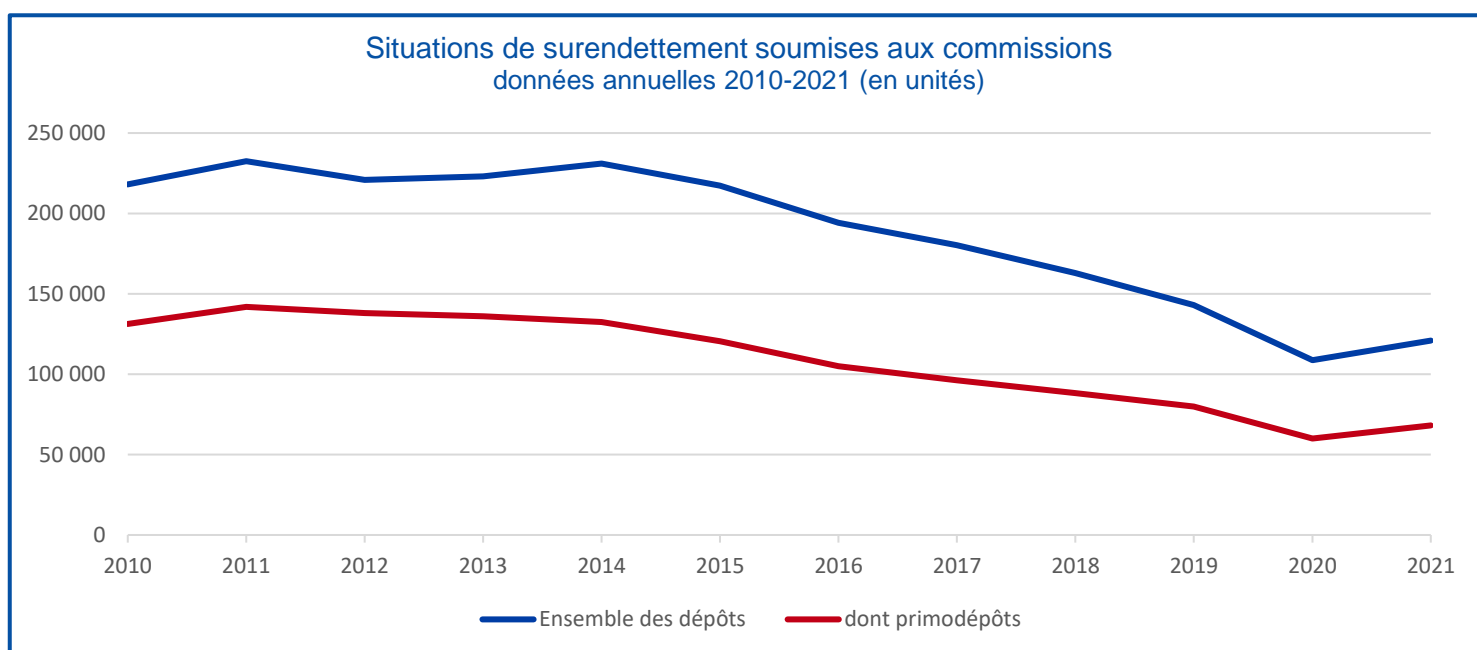
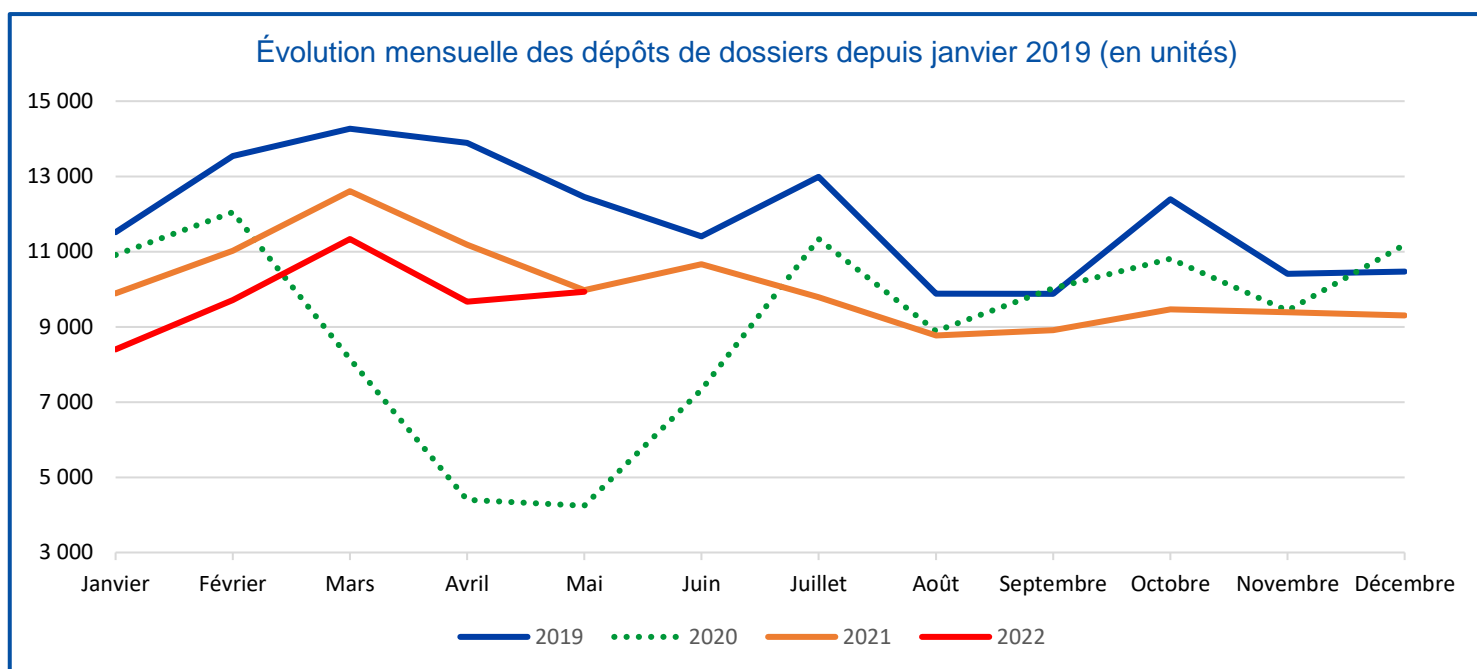
Nous enregistrons par ailleurs une hausse du nombre de personnes ayant contacté la Banque de France ou consulté son site internet www.banque-france (espace particuliers), pour une information en lien avec une problématique bancaire (comptes et frais, moyens de paiement...) ou pour formuler une demande de droit d'accès au titre des fichiers d'incidents, du droit au compte ou d'un dossier de surendettement.

ÉLÉMENTS CONJONCTURELS SUR L'INCLUSION FINANCIÈRE

1. Dépôts de dossiers de surendettement

Dossiers déposés	Mai 2021	Mai 2022*	Évolution mensuelle 2022/2021	Cumul 2021 (à fin mai)	Cumul 2022* (à fin mai)	Évolution du cumul 2022/2021
	9 974	9 934	-	54 677	49 052	-10%

* Données provisoires



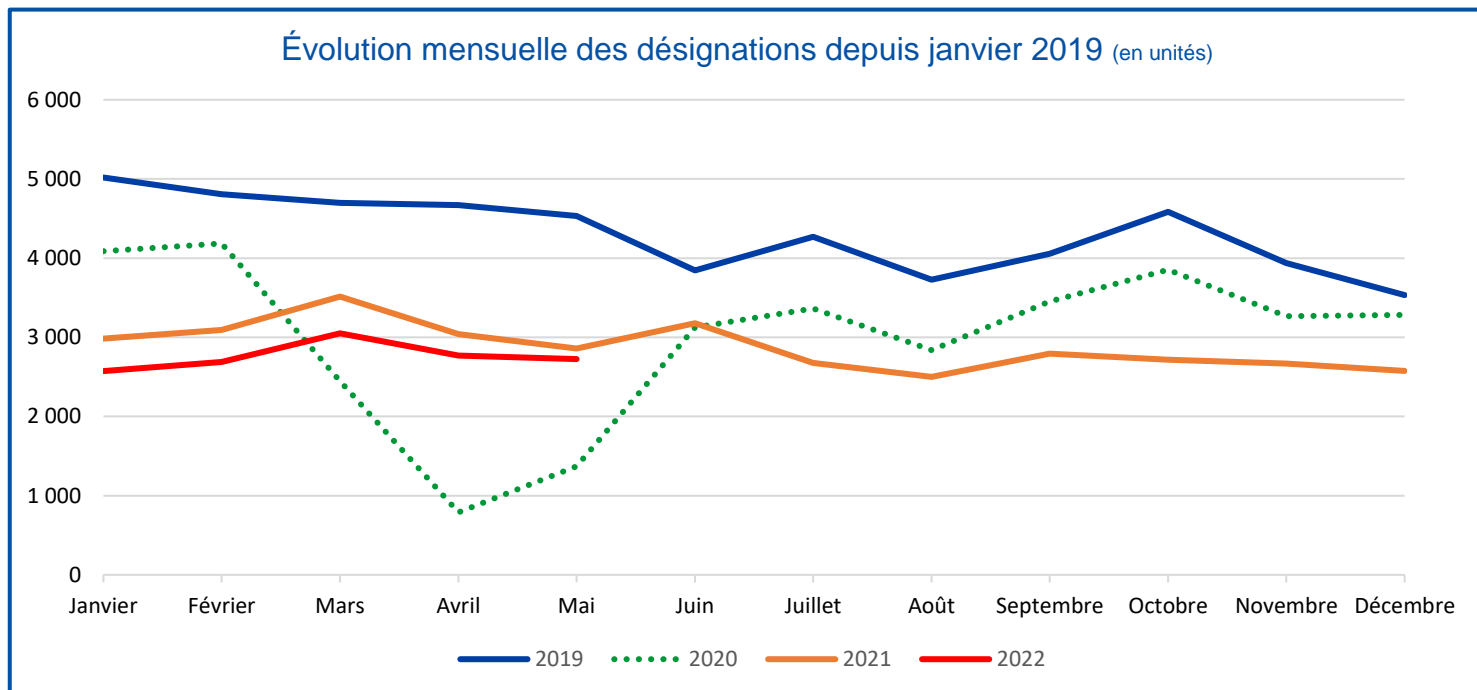
Des indicateurs statistiques détaillés sur le surendettement des ménages sont disponibles en annexe.

2. Mise en œuvre du droit au compte bancaire

Nombre de désignations de banques pour l'ouverture d'un compte

Mai 2021	Mai 2022*	Évolution mensuelle 2022/2021	Cumul 2021 (à fin mai)	Cumul 2022* (à fin mai)	Évolution du cumul 2022/2021
2 857	2 724	-5%	15 488	13 803	-11%

Évolution mensuelle des désignations depuis janvier 2019 (en unités)



3. Fichiers d'incidents : inscriptions et consultations

Le FCC et le FICP

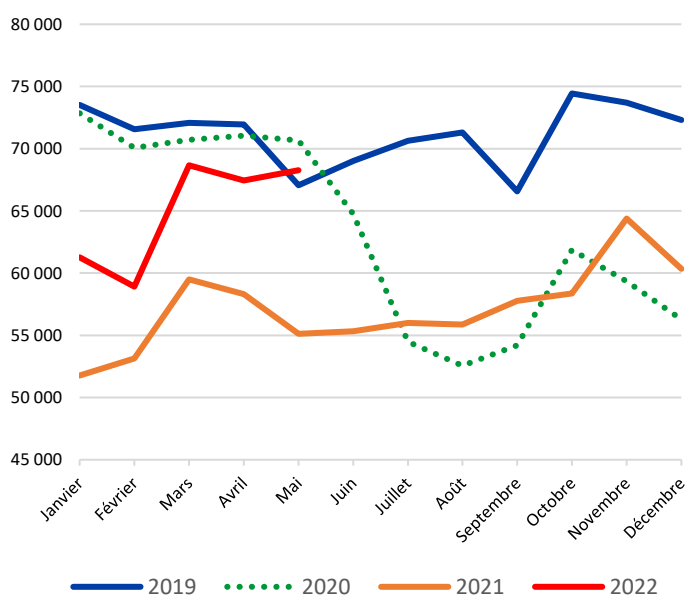
Le **fichier central des chèques** (FCC) recense les personnes qui ont émis un chèque sans provision, ainsi que les personnes s'étant vu retirer leur carte bancaire suite à un usage abusif. Le fichier recense également les cas, plus rares, de personnes sous le coup d'une interdiction judiciaire d'émettre des chèques.

Le **fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers** (FICP) recense les personnes qui ont rencontré des difficultés dans le remboursement d'un crédit souscrit à titre personnel, ainsi que les personnes en situation de surendettement dès la date du dépôt d'un dossier auprès du secrétariat d'une commission de surendettement.

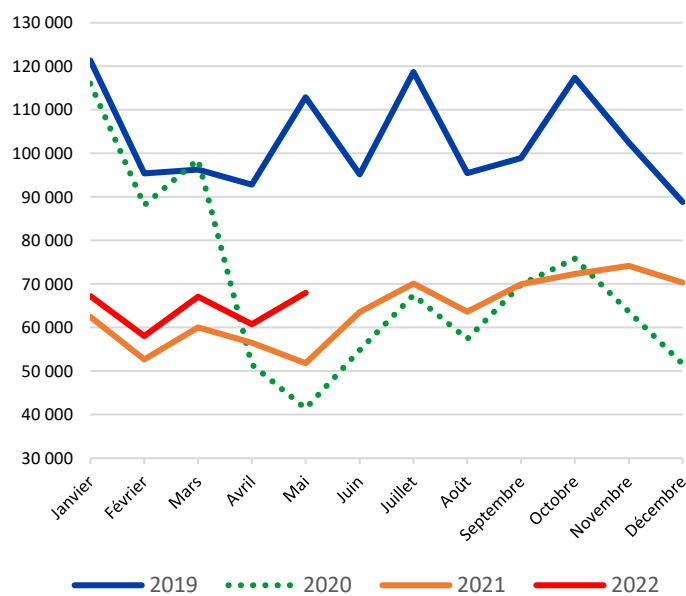
Flux d'inscriptions de personnes au FICP et au FCC (en unités)

	Mai 2021	Mai 2022*	Évolution mensuelle 2022/2021	Cumul 2021 (à fin mai)	Cumul 2022* (à fin mai)	Évolution du cumul 2022/2021
Inscriptions au FICP dont incidents de paiement	55 128 46 776	68 276 58 753	24% 26%	277 853 225 432	324 591 278 331	17% 23%
Inscriptions au FCC dont incidents sur chèque dont retraits de carte bancaire	51 808 45 303 6 285	67 982 59 793 7 851	31% 32% 25%	283 485 243 911 37 510	321 087 281 833 38 745	13% 16% 3%

FICP - Flux d'inscriptions mensuels

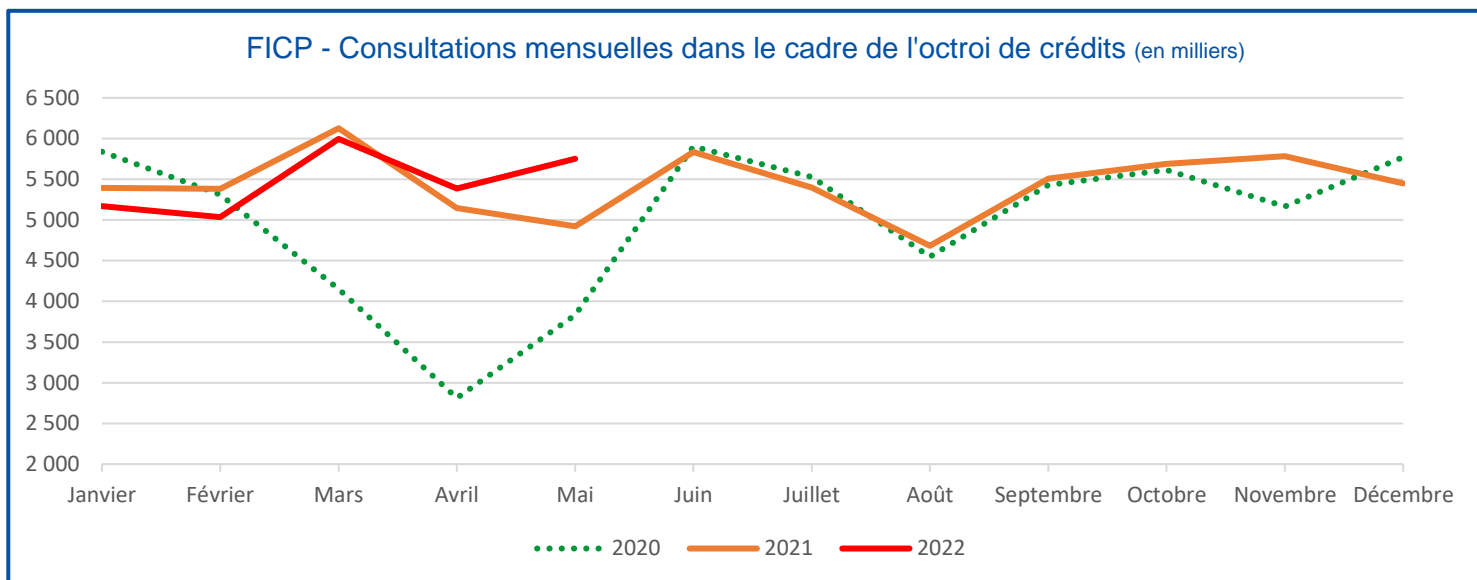


FCC - Flux d'inscriptions mensuels



Flux de consultations obligatoires dans le cadre de l'octroi de crédits à la consommation et de crédits immobiliers (en milliers)

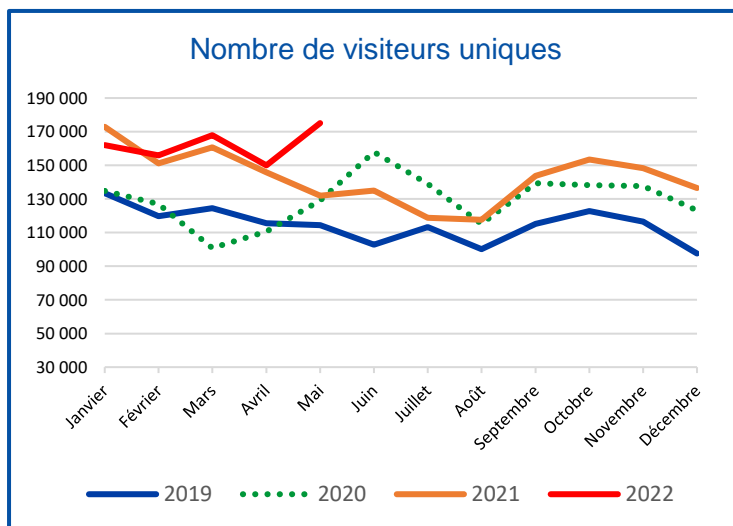
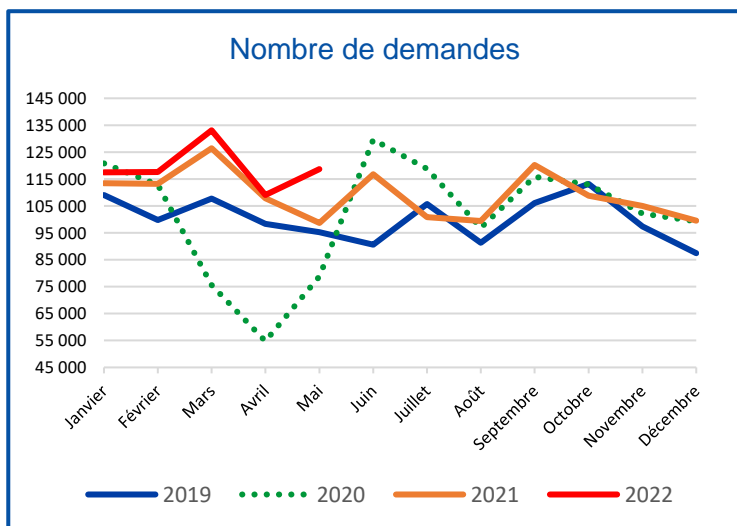
	Mai 2021	Mai 2022*	Évolution mensuelle 2022/2021	Cumul 2021 (à fin mai)	Cumul 2022* (à fin mai)	Évolution du cumul 2022/2021
Consultations du FICP dont crédits à la consommation dont crédits immobiliers	4 922 731	5 751 626	17% -14%	26 974 3 883	27 339 3 259	1% -16%



Informations sur les fichiers d'incidents accessibles [ici](#)

4. Personnes informées / accompagnées par la Banque de France sur un sujet d'inclusion financière

	Mai 2021	Mai 2022*	Évolution mensuelle 2022/2021	Cumul 2021 (à fin mai)	Cumul 2022* (à fin mai)	Évolution du cumul 2022/2021
Nombre de demandes (écrites, téléphoniques, visites physiques)	98 678	118 646	20%	559 629	595 936	6%
Nombre de visiteurs uniques sur l'espace particuliers-inclusion financière du site www.banque-france.fr (somme cumulée des visiteurs uniques quotidiens)	131 915	175 099	33%	762 627	810 997	6%



Informations sur l'inclusion financière disponibles [ici](#)

ANNEXE – ÉLÉMENTS DE TYPOLOGIE SUR LE SURENDETTEMENT

Dossiers considérés recevables par les commissions de surendettement

(Dossiers en nombre, part en % des situations de surendettement recevables)

	T1 – 2021**	T2 – 2021**	T3 – 2021**	T4 – 2021**	T1 – 2022*	2020	2021
Dossiers recevables dont dossiers suivis par un travailleur social	28 893 48,0	30 093 48,4	27 300 50,2	26 682 48,6	25 328 47,1	105 184 47,8	112 968 48,6
Cause de surendettement							
Licenciement/chômage	24,1	23,5	22,1	21,3	21,4	23,2	22,8
Maladie/accident/invalidité	14,3	13,9	14,5	14,5	14,6	15,2	14,3
Séparation/divorce	14,4	14,3	13,9	14,3	13,7	15,1	14,2
Décès d'un membre de la cellule familiale	3,0	3,0	3,2	3,2	3,1	3,2	3,1
Baisse des ressources	22,8	23,1	22,8	23,1	23,1	22,5	22,9
Autres	21,4	22,3	23,6	23,6	24,1	20,9	22,7

Sources : Banque de France

* Données provisoires
** Les données 2021 ont été révisées en janvier 2022.

Profil sociodémographique

(En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	T1 - 2021	T2 - 2021	T3 - 2021	T4 - 2021	T1 - 2022*	2020	2021
Répartition par sexe							
Hommes	46,8	46,5	46,1	46,0	46,1	46,2	46,3
Femmes	53,2	53,5	53,9	54,0	53,9	53,8	53,7
Répartition par âge							
De 18 à 34 ans	21,6	21,9	22,4	22,4	22,6	21,4	22,3
De 35 à 54 ans	48,9	49,3	47,7	47,6	47,7	49,2	48,5
55 ans et plus	29,6	28,8	29,9	29,9	29,8	29,4	29,1

Sources : Banque de France

* Données provisoires

Situation au regard du logement

(En % du nombre de situations de surendettement recevables)

	T1 - 2021	T2 - 2021	T3 - 2021	T4 - 2021	T1 - 2022*	2020	2021
Locataires	74,2	76,0	75,1	74,7	75,0	74,4	75,0
Propriétaires et propriétaires accédants	10,8	9,8	9,9	10,2	9,7	11,4	10,1
Hébergés et occupants à titre gratuit	15,1	14,3	15,0	15,1	15,3	14,2	14,8

Sources : Banque de France

Note : Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur

* Données provisoires

Niveau de vie des ménages surendettés

(En % du nombre de situations de surendettement recevables)

	T1 - 2021	T2 - 2021	T3 - 2021	T4 - 2021	T1 - 2022*	2020	2021
Ressources (R) < seuil de pauvreté	55,0	54,5	53,4	51,8	51,7	54,3	53,6
Seuil de pauvreté < (R) < revenu médian	37,4	37,8	39,1	39,6	39,4	38,0	38,5
R ≥ revenu médian	7,6	7,8	7,6	8,6	8,9	7,7	7,9

Sources : Banque de France

Notes : Le niveau de vie d'un ménage correspond à ses ressources mensuelles nettes par unité de consommation ; Pour un ménage d'une personne, le seuil de pauvreté et le niveau de vie médian sont respectivement de 1 102 et 1 837 euros en 2021.

* Données provisoires

Caractéristiques de l'endettement pour l'ensemble des situations recevables

(En % des situations de surendettement concernées par chaque catégorie de dettes)

	T1 - 2021	T2 - 2021	T3 - 2021	T4 - 2021	T1 - 2022*	2020	2021
Dettes immobilières	13,6	12,5	12,4	12,7	12,2	14,5	12,7
Dettes à la consommation	72,6	71,9	70,2	71,7	72,4	74,5	71,5
Dettes de charges courantes	78,2	78,0	78,2	77,0	76,9	78,2	77,8
Autres dettes	72,7	72,5	71,7	72,1	72,3	73,0	72,1

Sources : Banque de France

Note : Les autres dettes sont composées des autres dettes financières et autres dettes.
Note de lecture : au 4^{ème} trimestre 2021, 12,7% des dossiers recevables comportent au moins une dette immobilière.

* Données provisoires

Enquête typologique et autres études sur le surendettement des ménages disponibles [ici](#).

ANNEXE – DONNÉES SUR L'ACTIVITÉ DES COMMISSIONS DE SURENDETTEMENT ET LE TYPE DE SOLUTIONS MISES EN ŒUVRE AU PROFIT DES PERSONNES SURENDETTÉES

Indicateurs statistiques sur le surendettement

	Avril 2022	Mai 2022*	Cumul de janvier à mai		2021
			2021	2022*	
Dossiers déposés	9 673	9 934	54 677	49 052	120 975
Dossiers recevables	8 468	8 597	47 545	42 393	112 190
Dossiers traités par les commissions (A+B+C+D)	9 109	9 981	53 488	48 738	130 094
Dossiers irrecevables (A)	5,2%	4,6%	4,4%	4,8%	4,5%
Mesures de rétablissement personnel (B)	36,4%	40,0%	40,6%	37,5%	39,7%
Mesures imposées suite RP sans LJ	36,2%	39,7%	40,3%	37,3%	39,4%
Accords débiteurs sur les demandes d'ouverture d'une PRP avec LJ	0,2%	0,2%	0,3%	0,2%	0,3%
Mesures de réaménagement des dettes (C)	51,2%	48,4%	48,5%	50,9%	49,4%
Plans conventionnels perennes	3,6%	3,0%	3,4%	3,4%	3,3%
Plans d'attente	4,7%	4,3%	4,7%	4,5%	4,6%
Mesures perennes	33,6%	32,3%	32,2%	34,1%	33,2%
Mesures d'attente	9,2%	8,8%	8,2%	8,9%	8,3%
Dossiers clôturés (D) (y compris constats de non-accord n'ayant pas fait l'objet d'une ouverture des mesures)	7,1%	7,0%	6,5%	6,8%	6,4%
Relations avec les tribunaux Nombre de dossiers faisant l'objet d'un recours ou d'une contestation	1 921	1 978	10 211	9 661	24 456

* Données provisoires

Source : Banque de France

En mai 2022, les commissions ont été saisies de 9 934 situations de surendettement et en ont traité 9 981 dans le cadre des dispositions législatives en vigueur.

Fin février 2022, 66 511 primodépôts ont été enregistrés sur 12 mois glissants, représentant 56,3 % de l'ensemble des dépôts sur la période.

Schéma de la procédure en vigueur depuis janvier 2018

